



Élites médiatiques : de l'art de consacrer et de légitimer la domination

Publié le mercredi 31 mars 2021, par [Henri Maler](#)
(Première publication : 2005).

Article paru, sous le titre « Pour une critique des élites médiatiques », dans *Nouveaux regards* n°31, octobre-décembre 2005, revue de l'Institut de recherche de la FSU.

Absentes des catégories socioprofessionnelles découpées par l'INSEE, les élites se repèrent aux niveaux les plus élevés de la stratification sociale. L'ordinaire des classifications les place au sommet de tous les groupes sociaux auxquels sont attribuées indistinctement des fonctions de direction économique, politique et culturelle et des mérites intellectuels et moraux supérieurs. Certes, quelque chose comme des élites existe objectivement dont l'histoire peut dessiner les figures et la sociologie construire le concept. Celui-ci invite à distinguer grossièrement (sans prétendre à la rigueur des désignations) l'oligarchie managériale, la noblesse d'Etat, l'académie chercheuse et universitaire et les chefferies éditoriales.

Mais les « élites » existent aussi à l'état pratique dans les discours qu'elles tiennent sur elles-mêmes. « Élite » n'est donc pas seulement un vocable historien ou sociologique (au demeurant fort controversé) : c'est un mot de la tribu ou des tribus réparties sur le territoire de la domination. C'est surtout un titre de noblesse : un produit de la lutte des classements qui permet de s'assigner une fonction sociale éminente en la construisant dans les mots, de revendiquer un mérite hors du commun en se proposant de le distribuer chichement, de se qualifier en disqualifiant.

Quand les élites parlent des élites, elles ne disent de quel or elles sont faites que pour disqualifier le vil plomb qu'aucune alchimie ne peut transmuier : le peuple précisément ou, du moins, le peuple dont parlent les élites, quand elles s'en abstraient pour se distinguer de lui : un peuple qui n'est souvent à leurs yeux que cette masse informe qui ne devient un peuple véritable que par le travail des élites. Mais un peuple qui, quand il les déçoit, ne se distingue plus alors de la populace.

Les places et les rôles étant ainsi distribués, les façons de dire le monde social contribuent symboliquement à le façonner. Si l'efficacité de ce travail symbolique de construction du monde social n'est pas absolue, on se tromperait gravement en postulant son innocuité : ce ne sont pas seulement des mots que vent emporte. « Dire, c'est faire », non pas parce que ce faire serait logé dans les mots, mais parce que les mots confortent des rapports de domination dont ils sont les auxiliaires.

La construction médiatique des élites

Le poids des mots serait cependant bien léger si les médias ne jouaient pas un rôle plus grand que jamais dans l'exposition, la construction et la promotion des « élites ». Pour chaque postulant ou pour chaque titulaire, posséder ou acquérir un capital de notoriété médiatique est devenu une condition d'exercice de l'influence à laquelle il prétend. Non que les élites doivent

leur position de domination à leur présence dans les médias, mais parce que ceux-ci la confortent en remplissant une double fonction de consécration d'une appartenance et légitimation d'une domination.

Consécration, d'abord. Les tenanciers de l'espace médiatique, en effet, disposent d'un quasi-monopole de ratification et de distribution du capital médiatique. En consacrant les élites qui les consacrent, ils consacrent du même coup leur appartenance aux élites dont ils parlent, même quand il leur arrive d'affecter de les évaluer de l'extérieur. Cette alchimie n'est en rien mystérieuse : même si les élites économiques, administratives, politiques et médiatiques se distinguent par les atouts dont elles disposent dans les jeux de pouvoir qu'elles se réservent ou qui leurs sont réservés, les trajets sociaux - économiques, culturels, scolaires - qui décident de leurs différences sont loin d'abolir leurs proximités ; et leurs conflits s'éteignent quand une commune opposition aux dominés scelle leur appartenance à la classe dominante. Autour des « élites » auxquelles elle s'associe en marquant leur territoire, la petite troupe qui régent les médias monte la garde [1].

Légitimation, ensuite. La consécration, en effet, ne suffit pas. Pour se croire légitimes et tenter de passer pour telles, les élites doivent croire et faire croire, avec le concours des médias, que leur domination est d'autant plus juste (et éthérée) qu'elle n'est autre que celle des idées justes. Les élites sociales sont par définition - la définition qu'elles donnent d'elles-mêmes - des élites éclairées. Elles se rassemblent au sein d'un cercle : le cercle de la Raison. Au centre de ce cercle, les distributeurs de légitimité médiatique qui, se posant en arbitres du débat public, le réserve à leurs pairs - experts, managers, leaders - qui partagent avec eux l'ethnocentrisme de classe non dénué d'arrogance qui nourrit leurs dénonciations du « populisme ».

Si les prétendues élites, du moins dans les rubriques et les émissions de débat, peuvent prétendre se réserver l'accès à l'espace médiatique dominant, ne concédant à leurs contestataires que quelques strapontins, ce serait donc en vertu des privilèges du savoir. En janvier 2005, Alain Duhamel entérinait ainsi cette prétention : « *Il y a beaucoup de partisans du oui, c'est le cas de la majorité des éditorialistes. Mais c'est le propre de la majorité des élites françaises, comme au sein de tous les pays européens d'ailleurs. Ce qui ne signifie pas qu'il y ait une domestication de la pensée ; ils bénéficient simplement d'une meilleure information que les autres et suivent de plus près les débats - c'est leur métier* » [2]. S'arrogeant ainsi le monopole de la « raison », la confrérie des élites, toutes fractions confondues, s'arroge du même coup le monopole de la « pédagogie ». On a vu avec quel talent et quelle efficacité lors de la récente campagne référendaire.

Toute autorité désavouée devient dès lors, à ses propres yeux, une élite menacée. On comprend ainsi pourquoi les éditorialistes et chroniqueurs tous-médias préfèrent le terme d'« élite » à tous ceux qui pourraient suggérer une forme quelconque de domination ou, plus simplement, de privilèges. Pour ces Élites à majuscule, en charge de leur propre béatification, les élites vivraient en état d'apesanteur sociale ou, ce qui revient au même, en état de grâce permanente, excepté quand l'histoire ou la sociologie viennent leur rappeler que les mérites qu'elles s'attribuent ne sont pas indépendants des privilèges sociaux dont elles bénéficient ; ou quand le peuple les prend à partie, faute d'avoir compris tous les bienfaits qu'il doit à ceux qui ont en charge de le guider. Face à ces rappels désobligeants ou dans ces moments douloureux, l'élite ne peut, pour parler d'elle-même, que se désigner par son titre de noblesse et déplorer que toute critique de la domination menace les « élites » de destruction.

Tel sociologue peut même apporter le renfort de sa science à ces diagnostics éminemment cultivés. Ainsi, dans *El País*, 28 mai 1998, Alain Touraine stigmatisait : « *une vague de pamphlets [édités par Pierre Bourdieu] qui connaissent un grand succès de diffusion et qui n'ont aucune valeur scientifique bien qu'ils arborent l'étendard de la science. Tout cela participe d'un nouveau populisme contre les élites.* » Et l'on en finirait pas de passer en revue la cohorte des journalistes-philosophes et des philosophes-journalistes qui s'épanchent dans les

médias pour déplorer le « populisme » qui dans la langue des « élites » ne désigne plus seulement les tentatives de flatter les passions du peuple, mais toute tentative de faire droit à ses légitimes résistances et de défendre, avec lui, ses intérêts.

Comme l'explique Annie Collovald, ces usages du terme « populisme », qui fonctionne à l'insulte et aux préjugés sociaux, « *participent d'une redéfinition de l'acceptable et de l'inacceptable en politique* » en autorisant le retour des thèses les plus réactionnaires « *justifiant la supériorité morale des élites sociales et politiques établies* » [3]. Avec leur prodigalité coutumière, la plupart des éditorialistes attribuent ce « populisme », non seulement au Front National, mais à tous ceux qui contestent des politiques précises et des dominations parfaitement identifiables, et non les élites comme telles. Ce faisant, dans la lutte des mots, l'élite ne flatte qu'elle-même et défend le peuple contre lui-même, avec cette générosité dont le peuple lui-même se montrerait désormais incapable. C'est du moins ce que soutenait l'un des princes de l'éditorialisme, Serge July, dans *Libération* du 30 mai 2005 : « *l'épidémie de populisme emporte tout sur son passage [...] même la générosité* ».

La promotion de l'intellectuel médiatique

Dans ces jeux de consécration et de légitimations croisées, les intellectuels occupent une position particulière. Se portant garant du règne de la raison, ils sont, en quelque sorte, l'élite de l'élite. Pourtant, les intellectuels ne forment pas une catégorie sociale homogène, sociologiquement identifiable et statistiquement dénombrable : ils semblent n'exister d'abord que par la mission qu'ils s'attribuent ou la méfiance qu'ils inspirent, les interventions qui les mobilisent ou les dénonciations qui les stigmatisent ; ils ne prennent corps que sur la scène publique et, par conséquent, se définissent moins par le métier qu'ils exercent que par la fonction politique qu'ils remplissent. Sur la scène publique ou, plus exactement sur l'une des scènes publiques : la scène médiatique où prospèrent les intellectuels fascinés par les feux de la rampe.

Gilles Deleuze et Pierre Bourdieu ont, chacun à leur façon, dit l'essentiel de ce qu'il fallait dire de ces penseurs à grande vitesse qui, du philosophe spécialisé en opinions sur tout à l'expert généraliste en opinions sur le reste, sont constamment branchés sur l'appareil médiatique [4]. Libres tanceurs des gouvernants dont ils sont les conseillers, ces prestataires de service auprès des médias sont pour la plupart, pour reprendre une expression de Gérard Noiriel, des « intellectuels de gouvernement », parfois recrutés pour remplir de prétendues missions de salubrité publique. À quelle fin ?

Luc Ferry, sitôt après avoir été évincé du gouvernement [5], a reçu de Jean-Pierre Raffarin la mission de présider le Conseil d'analyse de la société et s'est confié à... Thierry Ardisson, en prenant l'exemple de la « réforme » des retraites : « *Ce qui a permis malgré tout de convaincre, c'est qu'il y avait eu avant des comités, des conseils qui s'étaient réunis. Et d'une certaine façon, les élites, notamment journalistiques savaient qu'il n'y avait pas autre chose à faire. Et ça c'est très utile. On a besoin, si on veut un jour proposer de vraies réformes, que, au moins, la partie éclairée de l'opinion publique soit formée* [6]. » Il est donc « très utile » que les médias soient approvisionnés en « experts », cette denrée dont ils raffolent.

Alain Garrigou résume bien la fonction de ce marché relativement nouveau : « *Il fut un temps où « s'affubler en journaliste » était mal considéré dans les milieux de la politique et de l'université. Aujourd'hui, des professeurs de Sciences Po ou d'établissements parisiens courent de plateau en plateau, d'interview en interview, d'éditorial en éditorial. [...] Leurs incontinences ne composent pas pour autant une cacophonie, car ils disent à peu près tous la même chose. S'ils se sont beaucoup dépensés pour le « oui » au référendum, le hasard n'y est pour rien : choisis en fonction de leur proximité des grands partis politiques, leur parrainage s'effectue aussi par fréquentation et anticipation* [7]. »

Mais ce qu'il est vrai des « intellectuels de gouvernement, peut l'être aussi des « intellectuels critiques », invités à mesurer eux-mêmes l'impact de leur contribution au débat public à sa visibilité médiatique.

Contestation ou complaisance ?

Certes, bien que la frontière ne soit pas étanche, les intellectuels médiatisés - dont parlent les médias ou qui s'expriment dans les médias - ne sont pas forcément des intellectuels médiatiques, d'autant plus dévoués aux médias que c'est moins de leurs œuvres ou de leurs créations qu'ils attendent leur notoriété que de leur exposition médiatique. Et les « intellectuels critiques », attachés à leur autonomie ne se confondent pas avec les « intellectuels de gouvernement », d'autant plus dépendants des « élites » qu'ils ont pour fonction de les soutenir et de les légitimer dans les médias. Mais pourquoi les premiers accepteraient-ils sans broncher le statu quo médiatique ? [8] . Dans l'espoir d'en bénéficier ?

La campagne référendaire de 2005 l'a montré une fois de plus : les médias dominants imposent, sous couvert d' « équité », de « pédagogie » et de « démocratie », un pluralisme tronqué, une propagande masquée et un débat démocratique amputé [9]. Un débat réservé, pour l'essentiel, du moins dans l'espace médiatique, aux prétendues élites dont la domination - toutes catégories mêlées - ne peut être contestée sans remettre en cause l'ordre médiatique qui les soutient.

Dès lors, faut-il vraiment que les mouvements contestataires se comportent comme s'ils avaient des « élites » de rechange à proposer et que les intellectuels qui participent à leurs combats paient du prix de leur silence sur les médias dominants les interventions, généralement furtives que ces médias leur concèdent ? Ou bien, au contraire, ne vaudrait-il pas mieux (puisque ce ne sont pas les élites comme telles que ces mouvements contestent, mais les rapports de domination dont elles sont les acteurs et les rouages), traiter ces médias pour ce qu'ils sont : une composante de l'ordre social que ces mouvements combattent pour le transformer et, avec lui, l'ordre médiatique existant ?

Et dans ce but, n'est-il pas urgent de constituer, comme le souhaitait Pierre Bourdieu, un intellectuel collectif en mesure d'adopter une position commune, concertée avec les journalistes réfractaires, pour tenter d'obtenir, avec tous les acteurs concernés, d'autres conditions d'expression dans les médias ? Des conditions qui permettent de faire entendre la parole de ceux qui en sont trop souvent privés, et pas seulement celle des porte-parole qui, parlant pour les autres parlent souvent à leur place, quand ce n'est pas contre eux, comme le font les élites médiatiques, précisément.

Henri Maler

- Cet article paru, sous le titre « Pour une critique des élites médiatiques », dans *Nouveaux regards* n°31, octobre-décembre 2005, revue de l'Institut de recherche de la FSU dans le cadre d'un dossier intitulé « Élitisme et domination » qui comprend des contributions d'Annie Collovald (« Élitisme et domination »), Christophe Charle (« Crise de l'élite, persistance de la domination »), Rémi Lefèbre (« Professionnalisation d'un parti politique ») Anne-Catherine Wagner (« Une élite syndicale en Europe », Pascal Boniface (« Les élites politiques, *soft power* et *hard power* »))

- À lire également, sur le site d'Acrimed : [« L'Expert Académie » et ses sergents recruteurs](#), 9 décembre 2008

Comment se vérifie la qualité des produits disponibles sur le marché des « experts.

Voir en ligne :

Notes

<https://henri-maler.fr/>

[1] Serge Halimi, *Les Nouveaux chiens de garde*, édition revue et augmentée, collection Raison d'agir, novembre 2005.

[2] Sur le site « expression-publique.com », janvier 2005.

[3]] Annie Collovald, « Les mésusages politiques du populisme », Flash de la fondation Copernic, juin 2005.

[4] Gilles Deleuze, « À propos des nouveaux philosophes et d'un problème plus général », supplément au n°24, mai 1977, de la revue bimestrielle Minuit ; Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Liber éditions, 1996.

[5] Du 7 mai 2002 au 30 mars 2004, Luc Ferry fut ministre de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche dans les deux premiers gouvernements dont Jean-Pierre Raffarin était le premier Ministre.

[6] [Émission « Tout le monde en parle », France 2, 22 janvier 2005. Cité par Serge Halimi, op.cit.

[7] Alain Garrigou, « Paroles d'experts », *Le Monde diplomatique*, juillet 2005.

[8] Pierre Rimbert, « Les rapports entre journalistes et intellectuels : cul et chemise ? », novembre 2004, [sur le site d'Acrimed](#).

[9] Henri Maler et Antoine Schwartz (Pour l'association Acrimed), *Médias en campagne. Retours sur le référendum de 2005*, Éditions Syllepse, novembre 2005.